Année XIX. N° 502. 7 Décembre 1918.

LE RÉVEIL
COMMUNISTE - ANARCHISTE.

SUISSE ET ITALIE
Abonnement : une année, fr. 3 ; six mois, fr. 1.50
Le numéro : 5 centimes

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS
Adresser lettres et mandats :
LE RÉVEIL, *rue des Savoises, 6*, GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

POUR LE RÉVEIL

Une soirée littéraire et musicale aura lieu le 21 décembre.

Les camarades sont invités à faire parvenir des lots pour la tombola, au « Réveil », Savoises, 6.

Démocratie bourgeoise

Le vent est à la démocratie. C'était à prévoir. On ne saigne pas quelque dix millions d'hommes pour assurer des débouchés, la maîtrise des mers et la royauté de l'industrie sans que les survivants de cette chevauchée dans le sang humain ne réclament en retour quelques compensations. On leur avait donné déjà la joie de mourir pour le droit, on leur offrira la réalité de quelques droits politiques illusoires, heureux dérivatifs à de plus substanciels besoins.

Heureusement que, de par le monde, certains éléments non assimilés aux beautés de l'ordre capitaliste veulent autre chose que du « soufflé » démocratique et aspirent à un ordre de choses n'ayant qu'un vague rapport avec la démocratie qu'on nous offre comme le but sacré, le sommet jusqu'ici inaccessible du Carmel du droit, de la justice et de la liberté.

Tout se paye tôt ou tard. C'est aujourd'hui le jour du règlement de compte. La révolution russe a jeté à terre le tsarisme, et le peuple russe, ouvriers et paysans, sans lequel ses commissaires, détenteurs d'un pouvoir absolu, ne seraient rien et disparaîtraient bientôt dans la tourmente, fait payer cher aux bourgeois, nobles et intellectuels, la profonde ignorance, la misère matérielle et morale dans lesquelles il fut laissé.

Ce peuple a trop souffert pour ne pas nous offrir le spectacle affolant de la vengeance aveugle sans direction, sans vision même d'une solution nettement révolutionnaire. Alors qu'il eût fallu organiser pour la production un pays qui ne l'avait jamais été réellement, on a recouru à une dictature de classe au lieu d'appeler à une collaboration nécessaire tous les éléments susceptibles d'apporter leur pierre à l'édifice nouveau.

Le désarroi complet d'un pays tenu jusqu'alors dans la camisole de force d'un régime tyrannique et policier jusque dans les moindres détails, pouvait être prévu. On ne peut demander à un peuple qui n'a jamais été appelé à faire preuve d'initiative d'entrer de prime-saut, et en pareilles circonstances, dans la phase constructive.

Les Alliés — je parle des gouvernants, — ces fougueux chevaliers du droit, de la liberté, de la civilisation à la mode capitaliste et bourgeoise, ne virent jamais autre chose dans cet immense troupeau qu'un réservoir de chair à canon dans lequel on pouvait puiser sans compter. Déjà, avant la guerre, les milliards de l'emprunt français servirent à soutenir le tsar et ses créatures et à brider la révolution esquissée en 1905. Quand le tsarisme fut à terre, on exigea encore de ce peuple réveillé d'un long sommeil et demandant à travailler pour des œuvres de vie, qu'il ajoutât aux millions de victimes sacrifiées d'autres millions de cadavres pour un but qui lui échappait grâce au despotisme tsariste soutenu par les puissances alliées elles-mêmes. Las de cette œuvre de mort, trahi par ses gouvernants, trahi par ses prétendus alliés, trahi par les classes cultivées, comment ce peuple n'eut-il pas douté de tout à travers l'illusion de créer un monde nouveau ? Incapables de comprendre comment la Russie régénérée pouvait servir leur cause autrement que par la tuerie, les Alliés, au lieu d'instruments agricoles dont ce peuple avait le plus grand besoin, parlaient encore de canons ou de munitions à lui envoyer pour le galvaniser à nouveau et le ramener à la boucherie. C'est aux partisans de la guerre, au milieu d'un peuple qui ne voulait plus en entendre parler, qu'allèrent les sympathies des alliés et avec elles les manœuvres occultes bonnes à le jeter hors de lui. Avant de parler de la trahison de Brest-Litowsk, il conviendrait sûrement de parler de celle des Alliés qui la rendit possible.

* * *

Fait heureux par ses conséquences immédiates et lointaines, l'Allemagne militaire est vaincue. Guillaume II et l'héritier de la couronne ont fui en Hollande. Le drapeau rouge flotte sur Postdam. La sociale-démocratie a pris en main le gouvernement et la liquidation du régime déchu. Les conditions de l'armistice — on devrait plutôt dire de la retraite allemande des pays envahis — sont en voie d'exécution. Nous ne nous arrêterons pas à insulter cet homme comme le font les neutres qui tremblaient devant lui et qui, en Suisse notamment, le reçurent en 1912, avec les marques du plus profond respect et de la plus méprisable platitude. Laissons cela à ceux qui dénonçaient jadis toute atteinte portée à son extraordinaire pouvoir.

Il représentait non seulement les propriétaires terriens, mais encore le haut commerce et la grande industrie, et en créant un Etat industriel, après la chute de Bismarck, il avait su, et ses conseillers avec lui, par les « lois sociales », faire du peuple allemand un tout indivisible. Cependant, il faut le constater, si l'Allemagne, par son développement industriel rapide n'avait pas attisé les convoitises de ses concurrents et forcé le peuple allemand à l'union, les Hohenzollern seraient devenus insupportables au peuple allemand lui-même et la monarchie eut été fortement ébranlée. Les alliances qui se firent contre l'Allemagne furent le meilleur ciment pour consolider l'empire.

Les bourgeoisies alliées voient d'un très mauvais œil la démocratie-sociale maîtresse de la situation. Il ne leur serait point désagréable de voir la révolution bifurquer comme en Russie et la démocratie bourgeoise prendre en mains les rênes du gouvernement. La presse alliée y compris la presse neutre dont la neutralité n'a jamais existé, en Suisse du moins, nous offre un spectacle vraiment édifiant. D'un côté elle n'a pas assez de sarcasmes et vraisemblablement de calomnies à lancer contre la révolution russe, et de l'autre elle se réjouit, espérant voir la révolution allemande prendre le même chemin. Elle cherche toujours l'écrasement total de l'Allemagne, afin d'en terminer avec le socialisme qu'elle identifie avec la social-démocratie, tant est grande sa crainte de voir se reconstituer l'Internationale.

Le peu de temps laissé au comité des ouvriers et soldats pour évacuer la France, la Belgique, le Luxembourg, l'Alsace-Lorraine, y compris même la partie septentrionale allant jusqu'au Rhin, de même celui laissé pour rendre vaisseaux de guerre, sous-marins et matériel roulant, semble avoir pour but de créer des difficultés intérieures inextricables, de façon à précipiter un mouvement de désespoir. Les journaux français connus pour leurs attaches monarchistes, le *Matin*, l'*Echo de Paris*, se font une joie de jeter de l'huile sur le feu, et comme ils ont carte blanche depuis 1914 pour « faire » l'opinion, ils en profitent pour lutter contre la manifestation des volontés populaires contenues dans le socialisme dont on prévoit un recrutement considérable parmi les soldats, ouvriers et paysans, revenant du front. Ils parlent couramment des 340 milliards à payer par la main-d'œuvre allemande, et le fangeux Henri Lavedan, académicien à tout faire, parle avec une satisfaction haineuse du mark gagné par l'ouvrier allemand, dont les trois quarts lui seront pris pour payer la dette de ses ex-gouvernants, dût-il mettre cent ans pour l'acquitter.

* * *

La bourgeoisie européenne qui nous a valu la guerre par son acquiescement à tout ce qui nous y menait directement, tout en empêchant systématiquement la propagation de l'antimilitarisme populaire, cette classe qui a bénéficié de la guerre par l'accaparement alimentaire, par tous les moyens que lui donnait une ère fructueuse de quatre ans de massacre, veut encore bénéficier de l'après-guerre en s'opposant à toute entente entre peuples et en déchaînant des haines nationales en vue d'assurer pour une nouvelle période sa honteuse exploitation. Dans toute sa presse, vendue aux puissances d'argent, le mot d'ordre est de combattre le socialisme. Il n'est pas jusqu'au plus sot des valets de plume qui ne lui décoche le coup de pied de l'âne. Il s'agit moins de critiques sensées que de circonvenir les pauvres gens, peu doués de sens critique, pour leur montrer l'ennemi dans ceux qui pourraient être au contraire leurs libérateurs des chaînes du travail servile.

Pour tenir tête à la réaction qui s'annonce de toute part, il faudrait que tous ceux qui se réclament du socialisme, sous une étiquette quelconque, comprissent enfin que le socialisme national servira toujours les intérêts de la démocratie bourgeoise en relevant les barrières séparant les travailleurs du monde entier, en créant des divisions entre eux, en les amenant à prendre, sur le terrain national, des responsabilités qui les ramèneront dans un avenir plus ou moins rapproché à une nouvelle conflagration générale qu'ils ne pourront pas plus empêcher qu'ils n'ont empêché cette dernière.

* * *

Le salut est dans l'internationalisme. La social-démocratie allemande doit davantage se préoccu-

per d'assurer la production dans des formes socialistes nouvelles et veiller à l'alimentation et au bien-être populaire que de créer un pouvoir gouvernemental, fixant par des lois, ce qui doit entrer d'emblée dans la pratique en donnant aux travailleurs le sentiment d'un ordre nouveau érigé à leur avantage et pour la conservation duquel ils seront prêts à tous les sacrifices. Ils les ont bien acceptés, ces sacrifices, pour le compte du capitalisme national, pourquoi ne l'accepteraient-ils pas pour leur propre salut ?

Que l'on doive assurer immédiatement la production nationale, c'est là une nécessité qui ne se peut éluder, mais comme aucun pays ne peut actuellement se suffire à lui-même, il faut veiller sans tarder au rétablissement des relations internationales.

La concurrence du commerce et des industries nationales nous ont valu la catastrophe dont nous supporterons les conséquences matérielles pendant un demi-siècle au moins. Demain, la fameuse société des nations sera devenue un mythe idéologique et nous aurons à sa place la ligue des intérêts nationaux, qui ne sera autre chose qu'une arme de défense économique ayant pour assise un protectionnisme bureaucratique et policier, favorisant les entreprises à gros capitaux au détriment de l'initiative individuelle bridée de toute façon. Comme la métallurgie est l'industrie maîtresse, les mines et les houillères seront entre les mains des grandes sociétés financières ayant marché avec les Etats. Malheur aux pays dont le sol ne fournira pas cette première puissance qu'est la houille et le minerai ! Ils ne pourront pas lutter sur le terrain de la concurrence industrielle et ils s'appauvriront.

Déjà la France a mis l'embargo sur le bassin de la Sarre ; elle a recouvré les mines de Briey et sera demain la maîtresse du marché européen. L'Allemagne ambitionnait la même maîtrise, ce qui confirme une fois de plus le caractère économique de la guerre actuelle. Vraiment, peut-on admettre que l'effroyable hécatombe à laquelle tant de peuples ont participé ait pour résultat évident de sacrer le capitalisme maître du monde et n'est-il pas au contraire de toute justice et dans les conditions élémentaires d'un monde nouveau que les richesses sidérurgiques et minières soient internationalisées par un mode de répartition tenant compte des besoins de chaque pays ?

* * *

Plus d'ambiguité à l'heure actuelle. Les progrès de l'industrialisme exigent une transformation sociale fondamentale. Ou bien nous subirons les conditions imposées par la démocratie bourgeoise, à laquelle, naturellement, financiers et capitalistes adhèrent pourvu qu'ils aient carte blanche d'exploitation et alors les peuples seront de plus en plus esclaves, et tout élément ne s'assimilant pas aux conditions imposées par elle, seront impitoyablement sacrifiés. Nous en trouverons l'exemple prochainement — si le socialisme international ne manifeste pas promptement ses volontés — dans l'écrasement de la révolution russe et dans la disparition de l'élément nomade, inassimilé, d'où lui vient sa plus grande force de résistance. Ou bien, les peuples comprendront que l'heure est venue de se soutenir les uns les autres et de mettre le holà aux vues d'hégémonie d'une démocratie menteuse, incapable de voir autre dans le monde que ses intérêts de classe, tout en cachant son monstrueux égoïsme et ses appétits insatiables derrière des formules idéalistes trompeuses, dont elle se gausse dès qu'elle est rassurée sur l'avenir.

Socialisme international ou démocratie nationaliste et bourgeoise, il n'y a plus d'autres adversaires dans le monde. L'un représente la délivrance des travailleurs, l'émancipation promise et si longtemps attendue, l'autre fait miroiter quelques vagues réformes lui permettant de reprendre pied pour ensuite mieux organiser un esclavage dont nous ne pourrons plus nous défaire.

* * *

L'Etat nous a montré pendant cette période de guerre le lien étroit qui l'attache au capitalisme. Ils marchent rivés l'un à l'autre par des intérêts communs. Nous l'avons vu garantir en pleine crise et maintenir fermement les gains de la rapacité bourgeoise. Les peuples ont été tenus pieds et poings liés pour que tous les accaparements, tous les trafics sur la vie humaine puissent se continuer sans à coup. Il a été partout pendant ces quatre années de crise aiguë le souteneur du plus dégoûtant mercantisme.

Le socialisme international devra se garder de vouloir conquérir cette puissance improductive et nuisible. Qu'en raison de l'heure présente, il ne puisse se dispenser de le remplacer, c'est peut-être une nécessité historique transitoire, mais qu'il se dégage rapidement de cette lamentable notion pour évoluer rapidement vers des formes nouvelles appelant les hommes à des initiatives vivaces leur permettant de se dépenser librement et de faire jaillir d'eux-mêmes des forces accélérées vers le progrès véritable. Celui-ci ne se peut concevoir sans une augmentation de bien-être dans tous les domaines en absolue contradiction avec la civilisation bourgeoise, qui n'a pas même su, au sein de la plus grande abondance, empêcher les individus de mourir de faim devant les produits amoncelés et façonnés de leurs mains.

La grande œuvre de demain n'est pas dans la démocratie nationale et étatiste, mais dans l'organisation de la production internationale par des associés et non plus par des salariés esclaves. C'est au socialisme à l'accomplir si pénible que paraisse la route qui doit nous y conduire.

G. H.

P.-S. — J'exprime ici des opinions personnelles dont le groupe du *Réveil* n'a aucune responsabilité à prendre. Il en sera de même à l'avenir.

G. H.

Justice

Le maintien de la détention aggravée de Bertoni et de nos camarades dans les prisons de Zurich est un crime contre les individus et contre la Justice.

Bertoni n'est qu'un *prévenu ;* il n'a encore été ni jugé, ni condamné. S'il avait volé, tué, il pourrait sortir sous caution ; du moins, il jouirait du régime adouci de la prison préventive. Il pourrait écrire, recevoir des visites. Il aurait l'assistance, même d'office, d'un avocat.

Ces tristes adoucissements, accordés aux pires scélérats, sont refusés à nos camarades ensevelis dans les géôles zurichoises.

Ces faits connus, un large mouvement de sympathie et d'indignation a secoué toute la classe ouvrière suisse, tous les citoyens qui ont gardé un peu de fierté et de pitié humaines. Inquiet de ce mouvement toujours plus vaste et menaçant, de cette sympathie grandissante pour les prévenus, le juge d'instruction Heusser, manda à la presse un communiqué tendancieux qui est un réquisitoire. *Il n'en a pas le droit.*

Refusant à Bertoni tout moyen de se défendre devant l'opinion publique, M. le juge Heusser n'a pas le droit de chercher, par ses communiqués, à prévenir défavorablement l'opinion publique.

Et depuis quand un juge descend-il sur la place publique se mêler aux passions de la foule ? Nous l'imaginions dans le sentiment de sa mission sacrée et formidable n'écoutant que sa conscience, cherchant, avec la même ardeur, ce qui charge et qui décharge le prévenu, accueillant avec humilité tout ce qui peut l'aider dans sa recherche impartiale et impassible de la vérité et de la justice. Le juge Heusser a-t-il gardé cette dignité ?

Enfin les accusations ne reposent que sur les témoignages de deux morts. Il n'y a pas le moindre aveu de Bertoni. Et pourtant, qui sait si Bertoni a toujours revendiqué hautement la responsabilité de ses actes et même les responsabilités d'autrui ! Faut-il rappeler la grève générale de 1902, où il paya d'une année de prison la frousse et l'indignation causées chez les bourgeois par les vingt mille grévistes ? Il est vrai que quatre mois après une pétition de cinq mille citoyens suisses l'arrachait à son inique emprisonnement. Faut-il rappeler qu'en 1906 Bertoni fut condamné par le Tribunal Fédéral à un mois de prison pour un article qui n'était pas de lui mais dont il revendiqua la responsabilité.

Voilà pour ce que dit M. le juge d'instruction Heusser. Voici ce dont il ne peut se défendre.

Les méthodes d'instruction employées envers Bertoni et nos camarades sont iniques, moyennageuses, assassines.

Il est lâche de refuser à un prévenu le secours d'un avocat pour le guider et le conseiller dans le fatras confus et insidieux du Code et de la Procédure.

En chargeant, devant l'opinion publique, Bertoni impuissant, le juge instructeur Heusser commet une injustice et une lâcheté. C'est frapper à terre un homme ligotté.

Le juge instructeur Heusser s'est abaissé à des voies de fait sur les prévenus. Les victimes ont vainement protesté auprès de M. Muller, chef du Département fédéral de Justice et Police.

De nombreux camarades arrêtés sans justification furent gardés des semaines, des mois, puis relâchés sans répararation aucune.

Des femmes brutalement emmenées de Genève, restèrent des semaines au secret sans être interrogées. Lorsqu'enfin elles comparurent devant le juge ce fut pour être traitées avec la dernière grossièreté. Enfin on les jeta sur le pavé de Zurich, sans une excuse, sans un sou pour rentrer d'où on les avait si brutalement arrachées.

C'est trop ! Attendrons-nous qu'il soit trop tard ? Tous les hommes de cœur, toutes les natures généreuses seront avec nous. Que l'immense clameur d'un peuple entier force l'indifférence des autorités et mette fin à l'instruction inouïe, qui dure depuis six mois.

Nous réclamons *la Justice* : la fin de toute mesure illégale ou scélérate, le respect des droits humains.

Après six mois, la culpabilité ou l'innocence de Bertoni doivent être établies. Qu'on le renvoie devant ses juges ; qu'on cesse avec les meurtrières mesures d'exception, ou qu'on le rende immédiatement à la liberté.

A la maison des morts

D'un camarade libéré par le juge Otto Heusser après six mois de détention à la prison de Zurich, nous recevons une lettre qui est une confirmation complète de tout ce que nous avons écrit sur le régime et les mauvais traitements infligés aux détenus de Zurich.

Notre correspondant déclare avoir été frappé une fois par un gardien. Durant ce semestre de secret rigoureux il a été interrogé deux fois, soit lors de son arrestation et au moment de sa libération.

Il fut aussi longuement détenu parce qu'il ne connaissait rien des agissements que l'on veut mettre à la charge de Cavadini, mort mystérieusement, et qui ne peut rien réfuter. Comme pour tous les autres détenus, le régime alimentaire auquel était soumis notre correspondant était détestable. Contre lui également l'instruction a été conduite selon les méthodes d'inquisition que nous avons dénoncées et qui sont admises par les autorités fédérales puisqu'aucune mesure n'a été prise contre l'étrange magistrat qui s'en est rendu coupable.

Devons-nous dire que ce n'est point une désillusion pour nous, car il y a longtemps que nous savons que penser des déclarations grandiloquentes de nos gouvernants sur la justice, le droit et le respect de la personnalité humaine. Ce ne sont que des mots et ce serait offenser nos excellences que de supposer qu'ils puissent en faire l'application. Pour duper et durer, eux disent la chose, mais c'est à nous qu'il appartient de la réaliser.

Grâce à notre agitation, une sensible amélioration a été apportée au régime des emprisonnés de Zurich, au moins en ce qui concerne notre ami Bertoni. Notre ami a pu obtenir l'autorisation d'écrire et des livres lui ont été remis. Un changement a également été apporté au régime

alimentaire. Espérons qu'il en a été de même pour tous les détenus.

Mais ceci n'est qu'une diminution de la torture. Nous voulons davantage. Nous voulons la fin du secret et la possibilité pour les emprisonnés d'entrer en relation avec leurs défenseurs et de connaître enfin, par l'examen des pièces du dossier, ce qui leur est reproché et sur quels documents se base l'accusation.

Tant que ceci ne sera pas acquis, aucun pas n'aura été fait sur le chemin de la justice.

Il faut en outre que les incarcérés soient mis en liberté en attendant le jour du procès devant la Cour fédérale.

L'infamie judiciaire actuelle n'a que trop duré. Prolonger un semblable outrage à la conscience humaine, c'est avouer qu'on a peur de la lumière ; c'est aussi une provocation adressée aux citoyens et une incitation à réaliser par l'action directe, ce qui est rendu impossible par la légalité.

L'on entend parler que de mesures à prendre contre la marée montante de la révolution.

Quand donc les gouvernants comprendront-ils qu'il n'y a qu'un seul moyen efficace d'éviter les luttes civiles : c'est de faire œuvre de justice — pas celle des prétoires — avant l'assaut des masses contre les bastilles et autres lieux d'oppression et de tyrannie..

Cri d'alarme !

Sons ce titre le comité tesssinois d'agitation a publié le manifeste suivant :

Nous nous adressons aux honnêtes gens ; et en particulier aux citoyens libres, aux travailleurs consciencieux.

Voici plus de six mois que, sous le prétexte de complicité dans l'affaire dite des bombes de Zurich, une poignée d'ouvriers sont soumis à la plus infâme des tortures, sans que, après un si long délai, une accusation formelle soit établie à leur charge.

Tandis que l'*on laisse s'évader* ou l'on ménage avec soin la liberté de certains hauts personnages, que l'on ne veut pas atteindre et qui paraissent pourtant les plus graves inditiés, on remet en vigueur, pour les autres inculpés, parce qu'ils ne sont que d'obscurs ouvriers, des procédures pénales *particulières* et des formes spéciales de régime carceraire, dont la description ne serait qu'un pâle reflet des odieux systèmes propres au vieux moyen-âge.

Les droits les plus élémenlaires dont se pavoisent, même les plus despotiques des gouvernements odiernes, sont méprisés brutalement dans le pays classique de la démocratie et de la liberté, dont les représentants vont, sans rougir, protester contre la prétentue barbarie du gouvernement russe.

Des passants ont affirmé avoir entendu des cris désespérés venant de la prison ; *deux ou trois* suicides se sont produits dans les circonstances les plus bizarres. On défend à tous les emprisonnés de cette affaire toute visite. *On empêche qu'un avocat défenseur s'intéresse à leur sort.*

Tous les rescapés apportent des traces épouvantables de dépression physique et des signes de violence commise sur leurs propres personnes.

Le tortionnaire principal des victimes de Zurich est le juge Otto Heusser. On affirme que ce monsieur bat de ses propres mains les prévenus qui ne veulent pas déposer comme il l'entend.

Depuis la chute du tsarisme, il n'y a plus un seul pays au monde où l'on saurait se servir de procédés semblables.

L'opinion publique doit ouvrir les yeux !

Depuis quelque temps la bourgeoisie pressentant son agonie, cherche à la terroriser avec le spectre du bolchévisme, pour mieux frapper ses victimes avec l'assentiment des masses populaires.

Et le crime principal des persécutés de Zurich est, aux yeux de la bourgeoisie, celui d'appartenir au mouvement de l'émancipation prolétarienne !

Nous n'avons pas les puissants moyens de contrecarrer la campagne de calomnies et de mensonges dont la bourgeoisie accable tout ce qui se rattache au mouvement social, mais sachent une fois pour toutes, les travailleurs et les déshérités, que ceux que l'on frappe ce sont des travailleurs et des déshérités n'ayant d'autres intérêts que les intérêts communs à leur propre classe.

Que s'ils laissent sans aide et sans défense ceux qui luttent pour eux, ils se font les bourreaux de leurs propres frères.

Les fractions, les partis et la presse, se réclamant d'idées nobles et novatrices, doivent se rendre bien compte du fait que leur silence et leur désintéressement constituent une lourde faute et une honte abominable.

Que demandons-nous enfin ?

Nous demandons que BERTONI et ceux qui sont arrêtés avec lui soyent traités comme tout autre homme.

Nons demandons pour eux ces garanties dont s'enorgueillit tout gouvernement moderne et qui représentent le fruit des luttent séculaires soutenues par nos pères.

Mais si la bourgeoisie est la première à les méconnaître, si elle est la première à les fouler aux pieds comme de vulgaires *chiffons de papier :* de quel côté se trouvent alors *les troubleurs de l'ordre établi ?*

Le Comité d'agitation.

Torquemada, Laubardemont...

Quels frémissements d'épouvante, quelle désespérance devaient éprouver les malheureux sur qui se posait la main sinistre d'un Torquemada ou d'un Laubardemont ! Pauvres suspects d'hérésie ou de machinations politiques, dénoncés, arrêtés, ils leur restaient cependant une lueur d'espoir : des juges allaient les entendre... Mais la face sanglante d'un Torquemada ou celle, chafouine et cruelle, d'un Laubardemont paraissait. Les illusions s'envolaient et désormais, innocents ou coupables, ne songeaient plus, hélas, à l'équité de leurs juges, mais bien aux atroces supplices qui précéderaient leur mort violente.

Affreux souvenirs d'histoires moyennâgeuses, car depuis lors, que de progrès, que d'adoucissements, que de justice en un mot ! Oui, et cependant...

Et cependant, il y a bientôt six mois, un homme fut arrêté. Soumis au secret le plus rigoureux, retranché d'une heure à l'autre de la société, mis dans l'impossibilité de communiquer avec son défenseur, avec ses amis, mis dans l'impuissance de se défendre, privé des attentions que ses affectionnés lui gardent, privé de lire, d'écrire, enfermé, qui sait dans quel réduit, nourri, qui sait comment, maltraité peut-être, on l'a dit et cela n'a point été démenti, cet homme, Bertoni, depuis six mois, attend des juges.

Seraient-ce donc là les progrès de la justice moderne que ces procédés inquisitoriaux, plus raffinés encore que le sanglant chevalet de Torquemada, plus terribles que le poison ou la hache de Laubardemont ? Ou sommes-nous revenus aux temps sinistres des tribunaux présidés par des bandits dissimulés sous la cagoule ?

Au reste, cette funeste et désuète loi de 1851 permet-elle vraiment la torture morale, torture monstrueuse, infligée à Bertoni ? Si oui, ce juge de Zurich n'a-t-il plus de sentiments humains, oublie-t-il que Bertoni n'est qu'un *prévenu,* reconnu, demain peut-être, innocent ! N'y a-t-il plus de place en son cœur pour un léger doute ? Ne se dit-il jamais : si pourtant il était innocent !

O, juge de Zurich, ne redoutez-vous pas le remords d'avoir martyrisé un honnête homme ?

Car, vous le savez, Bertoni est un sincère, un grand cœur, qu'il n'est et qu'il ne peut être qu'un honnête homme.

Bellechasse, Witzwil, Kalthach

Quelques déserteurs et réfractaires étrangers, internés au pénitencier fribourgeois de Bellechasse, nous écrivaient il y a quelque temps :

« Voici ce qu'on nous donne pour la nourriture : matin, cacao à l'eau et pommes de terre ; midi, soupe claire n'ayant aucun légume dedans ; soir, soupe « idem » et cinq pommes de terre robe de chambre ; 400 grammes de pain par jour ; pour le travail, 11 heures par jour. A cette nourriture, qui est insuffisante, nous dépérissons chaque jours... Nous sommes au même régime que les condamnés de droit commun, avec ces détenus qui pour la plupart « ont un crime sur la conscience »... Au point de vue du coucher, nous sommes très mal, rempli de vermine (puces, punaises ou poux) ; nous en sommes infectés...

Depuis deux mois que nous sommes ici, nous n'avons pas encore touché un morceau de savon... Le réfectoire est d'une saleté repoussante ; nous avons un linge de toilette tous les mois.., Nous avons écrit à Berne pour faire une enquête et nous attendons toujours... Le nommé X., déserteur comme nous, qui a été blessé très grièvement au front, et sa blessure s'étant rouverte, a dû attendre 15 jours dans son lit avant d'être évacué sur l'hôpital. La plaie était hideuse : nous avons tous constaté... Nous avons simplement réclamé le règlement et qu'une lettre pour Berne soit mise en partance de suite. Pour ça, environ 20 à 25 gardiens et des détenus nous sont tombés dessus, nous ont frappés à coups de poing et de pieds dans la figure, nous ont mis au cachot à 11 heures que nous étions. Nous sommes restés 30 heures sans manger et sans eau et il nous a fallu coucher huit jours sur le ciment, avec deux couvertures, dans des cachots qui ont un mètre de long sur 80 centimètres de large. Nous sommes sortis le lundi matin à sept heures et à sept heures et demies il a fallu aller au travail où trois d'entre nous, surpris par le froid, sont tombés d'inanitions... »

Nous axons respecté soigneusement la forme les endroits saillants de la lettre de ces pauvres diables.

Il nous paraît que l'autorité, si elle a peut-être le droit de priver quelques-uns de ces déserteurs ou réfractaires sans ressources de la liberté, n'a pas celui de les affaiblir par une nourriture insuffisante, de les faire croupir dans la saleté et dans l'arbitraire, de leur ravir santé et courage.

Nous avons signalé ces faits à la Direction de Police et de la Santé publique du canton de Fribourg qui a couvert le directeur du pénitentier de Bellechasse. Nous protestons aujourd'hui auprès du peuple souverain.

La Ligue des Droits de l'Homme de La Chaux-de-Fonds.

P.-S. — A Kalbach (Schwytz) et à Witzwil, les déserteurs et réfractaires ne furent pas mieux traités sous le rapport de la nourriture ; *ils souffrirent de la faim.*

MÉLANGE

Une expulsion

Le Conseil fédéral a fait brutalement conduire à la frontière allemande les représentants en Suisse de la république russe. L'opération s'est faite avec toute la goujaterie dont sont capables des bourgeois démocratiques qui craignent pour la honteuse exploitation populaire à laquelle ils se livrent.

Feignant d'agir au nom du peuple suisse, nos gouvernants — qui sont légalement nos serviteurs — ont prétendu expliquer leur mauvaise action en disant que nous devions être maitre chez nous et que la demeure helvétique devait rester vierge de toute souillure.

Comment se fait-il alors que les magistrats fédéraux, si soucieux d'indépendance et de pureté, aient laissé pendant des années agir en Suisse le major de Bismarck et les agents terroristes qui étaient à son service ? Il semble qu'après tout ce qui était connu de l'activité de ces individus ils auraient dû depuis longtemps être mis dans l'impossibilité d'exercer leur néfaste besogne.

Rien de tout cela ne s'est produit ; au contraire, ils étaient au mieux avec les personnages marquants du pays. Il a fallu que la république soit proclamée en Allemagne pour que la Suisse vit partir ces malfaiteurs, rappelés par les hommes nouveaux qui dirigent à Berlin.

En revanche, sans qu'aucun fait délictueux puissent être mis à leur charge, les représentants d'un Etat socialiste sont expulsés avec plus de brutalité qu'on le ferait pour un bandit.

Il faut croire que, dans l'esprit des conseillers fédéraux, la « barbarie » bolchéviste n'est pas sans un certain attrait, puisqu'ils ont mis une telle hâte à préserver la classe ouvrière de son contact. Le bon sens inné du peuple suisse ne serait-il qu'un mithe ou bien nos maîtres craignent-ils que, ce bon sens aidant, les travailleurs helvétiques ne réalisent ici un régime nouveau, qui, profitant des leçons de la Russie et des inévitables erreurs commises là-bas, mettrait fin à leur parasitisme doré.

Quoiqu'il en soit, les gouvernants helvétiques se leurreraient singulièrement s'ils pensaient que de semblables mesures ou toutes autres actions répressives empêcheront que s'accomplisse la transformation sociale indispensable pour empêcher un nouveau brigandage capitaliste, dont sont complices les classes possédantes suisses, qui ont tiré de larges profits de la guerre et de sa préparation.

En terminant, marquons notre surprise que les « incivilisés » bolchéviki n'aient pas reconduit à la frontière russe, avec la grossièreté et la violence dont la Suisse leur a donné l'exemple, les diplomates suisses et autres agents de la réaction bourgeoise, qui font ou faisaient à Pétrograd, une besogne qui n'a rien de révolutionnaire.

Les victimes

Plus de 100 soldats de la 1re division, nous disent les quotidiens, sont morts des suites de la grippe contractée lors de la mobilisation de grève générale. Tous se lamentent sur le sort douloureux de ces jeunes gens brutalement arrachés à l'affection des leurs et à tous leurs rêves d'avenir.

En lisant la presse bourgeoise, l'on pourrait croire que les cannibales qui ont pendant cinquante mois glorifié la plus atroce des tueries sont devenus plus respectueux de la vie humaine. Il n'en est rien.

En versant des larmes de crocodiles sur les tombes des soldats ils n'en laissent pas moins percer leurs regrets qu'il n'y ait pas eu un massacre de travailleurs plus considérable que celui de Granges. Leurs pleurs sont obtenus par des moyens artificiels et n'ont d'autres raisons que l'excitation de l'opinion publique qui permettrait ensuite l'accomplissement de scélérates mesures répressives.

Plus que personne nous déplorons sincèrement et sans arrière pensée la mort des soldats, qui sont presque tous des travailleurs. Mais nous accusons d'avoir provoqué ces morts tous les spéculateurs qui n'ont vu dans les calamités qui se sont abattues sur le monde qu'un moyen de s'enrichir, et les gouvernants qui n'ont rien tenté pour modérer les voleries des commerçants et qui ont fait braquer les mitrailleuses contre le peuple ouvrier, dès qu'il a voulu manifester son mécontentement.

Le gouvernement qui laisse toute liberté d'action aux affameurs, met le pays en état de siège, vouant ainsi des centaines de soldats à la mort, pour empêcher une protestation contre la misère.

On fusille, on emprisonne, on met des travailleurs dans l'impossibilité de travailler, en les boycottant, tout cela parce qu'ils ont voulu user des droits reconnus par la constitution. Nous vengerons et les soldats et les travailleurs. Mais notre vengeance consistera à lutter de toute notre force pour mettre fin à la barbarie bourgeoise et capitaliste et à instaurer un ordre nouveau qui sera garanti par la satisfaction des intérêts de tous et non par les mitrailleuses.

Le discours du charbonnier

Les nouveaux conseillers d'Etat, dont la médiocrité est, selon le *Genevois*, la marque dominante, ont prêté serment à la constitution, ce qui ne les empêchera pas de la violer contre les travailleurs dès que la nécessité exploitante le demandera, car nos magistrats démocratiques n'ont pas attendu l'invite des ministres prussiens pour n'avoir d'autre morale que celle de la nécessité ou du plus fort.

A l'occasion de cette manifestation réputée solennelle, M. Gignoux, président du Conseil d'Etat, a prononcé un discours.

Rarement nous avons entendu quelque chose d'aussi pitoyable ; bien que nous sommes à une époque extraordinaire qui est la fin d'un régime et le début d'une ère nouvelle, c'était le charabia démocratique d'avant-guerre, débité par un quelconque aliboron. Pas une pensée, ni neuve ni vieille ; uniquement la préoccupation du marchand qui veut faire durer son commerce.

Il y a vraiment quelque amertume à constater qu'à l'heure où il faudrait un magicien du verbe, des hommes aux idées ardentes et généreuses, Genève n'a d'officiel porte-parole qu'un terne débitant de patois d'Auvergne dont la pauvreté intellectuelle ne saurait être atténuée par une hausse du prix du charbon ou d'inconsidérées louanges du *Journal de Genève*, qui a la grotesque prétention d'être le moniteur breveté d'éloquence.

Un dilemme

Depuis plus d'une année se déroule en Russie la révolution bolchéviste qui est dénoncée par notre presse bourgeoise comme un déchaînement de sauvagerie parce que les révolutionnaires ont fait rendre gorge aux voleurs de l'ancien régime et qu'ils ont exécuté quelques assassins de marque ou fomentateurs de contre-révolution.

Des erreurs et des actions regrettables, dans l'ordre répressif, ont certainement été commises. Nous avons vigoureusement protesté contre les mises à mort de révolutionnaires à Moscou, lors de l'exécution du comte de Mirbach ; dans notre dernier numéro nous avons attiré l'attention sur le cas de Pierre Kropotkine. Mais de ceux-là les bourgeois s'en moquent. Ils les haïssent autant que les bolchévikis puisqu'ils sont une force révolutionnaire. Ils ne crient au meurtre et au pillage que parce que quelques assassins impérialistes sont mis dans l'impossibilité de nuire plus longtemps et que remise est faite à la collectivité du produit de leur banditisme.

Mais c'est depuis le début de la révolution en Allemagne qu'éclate le plus fortement la fourberie bourgeoise.

La révolution russe est dénoncée comme de la barbarie parce que des violences sont commises ; en revanche, la révolution allemande est taxée d'hypocrisie parce que tout s'accomplit méthodiquement et sans brutalité.

Nos gens de plume qui ont pendant cinquante mois prôné la révolution en Allemagne, voudraient-ils nous dire ce qu'ils entendent par révolution ou avouer qu'ils sont des scélérats qui usent de tous les moyens pour faire durer un régime détestable.

Nous pensons, nous, que des violences sont malheureusement inévitables aux premiers jours d'une transformation sociale. Nous ne croyons pas que sans y être contraint tous les privilégiés renonceront à considérer les autres hommes autrement que des gens taillables et corvéables à merci.

La violence des révolutions se mesure au degré de sincérité que mettent les bénéficiaires de l'ancien régime à se rallier à l'ordre nouveau.

Germinal.

La réaction.

Les journaux annoncent qu'Henri Guilbeaux a reçu notification de l'arrêté fédéral lui assignant un domicile dans un canton non frontière.

Cette mesure n'est justifiée par aucune raison avouable. Elle dénote une grande partialité de la part du Conseil fédéral.

Depuis le début de la guerre il y a en Suisse une foule d'individus qui se livrent aux plus sales besognes pour le compte de leurs gouvernements respectifs. Aucune mesure n'a été prise contre eux, bien que le Conseil fédéral ait déclaré que beaucoup de ces gens se livraient à une criminelle besogne. Les rares fois que le gouvernement est intervenu, ce n'est que lorsqu'un scandale menaçait d'éclater.

Pourquoi laisser toute liberté d'action aux agents des impérialismes étrangers et ne réserver les rigueurs qu'à ceux qui se livrent à une propagande anarchiste ou socialiste ?

Guilbeaux n'étant pas de nos amis politiques, nous ne voulons pas prendre part à la polémique entreprise à son sujet par les organes socialistes. La moralité ou l'immoralité de ses ressources n'ont en rien influé sur les décisions de l'autorité à son égard. Ce que le Conseil fédéral a voulu frapper, c'est sa propagande socialiste.

C'est contre cette injustice que nous protestons. L'intérêt de tous les travailleurs exige d'ailleurs que nous ne restions pas indifférents en présence des coups du pouvoir, qui ne modère ses violences que dans la mesure des résistances qu'il rencontre.

***

Depuis le jour où ces lignes ont été écrites, et dont l'insertion a été retardée par l'abondance de matières, Guilbeaux a été à nouveau emprisonné, sous nous ne savons quel prétexte. Il a été arrêté à la gare au moment ou il s'embarquait pour son nouveau domicile.

Il ne faut voir dans cette mesure qu'un de ces attentats que les gouvernements, apeurés par le bruits de la rue, commettent en croyant retarder l'heure de la justice. Un peu partout, en Suisse, des arrestations ont été faites et la presse n'est pleine que de menaces des pouvoirs publics cantonaux et fédéraux.

Guilbeaux avait, paraît-il, quelque argent sur lui au moment de son arrestation ; les reptiles de la presse bourgeoise parlent immédiatement de l'or de l'étranger destiné à la corruption des travailleurs suisses.

Ces messieurs jugent les travailleurs par eux-mêmes. Parce qu'ils se vendent à l'enchère pensent-ils que les gens du peuple en veuillent faire autant ?

Pour le droit

On lit dans le *Bulletin de bourse* :

« Les financiers français ont de grands intérêts en Autriche où ils ont souscrit à de nombreux emprunts.

Cynisme odieux, c'est donc pour cela que le massacre va s'arrêter.

Poilus de l'Argonne ou Bavarois stupides, c'est donc pour les capitalistes que vous vous ruez les uns contre les autres.

La révolution autrichienne ne fait peur aux dirigeants que si elle est teintée de bolchévikisme, c'est-à-dire si elle a une base révolutionnaire économique.

Soldats tudesques, lancés dans la fournaise pour accaparer au profit des capitalistes allemands le bassin de Briey ;

Poilus montant à l'assaut des collines alsaciennes aux cris de : pour le droit et la liberté ; pourraient ajouter, pour le droit et pour la potasse !

Après quatre ans de tuerie, les malheureux survivants s'aperçoivent du résultat de leurs exploits.

Et les bourgeois bien pensants supposent que ceux qui ont été appelés à défendre les privilèges capitalistes, tout comme de paisibles moutons, retourneront se faire exploiter dans leurs usines.

La guerre est morte, vive la révolution !

Partout les travailleurs se lèvent et déjà paraît l'aurore des temps nouveaux. ***

Aux Camarades

Nous sommes émus des témoignages de solidarité, de dévouement, de sacrifice que nous donnent les camarades de toutes les parties de la Suisse. Ce nous est un cher réconfort et un encouragement dans les heures difficiles et douloureuses que nous traversons.

Partout on organise des meetings de solidarité, des assemblées de protestation en faveur de nos chers camarades ensevelis dans les prisons de Zurich.

De toutes parts, des camarades, des inconnus, se groupent et nous envoient, prélevés sur leurs modestes ressources, quelques francs, quelques sous pour la vie du journal et les victimes politiques.

Nous savons quels sacrifices représentent ces modestes envois.

C'est beau et émouvant. Mieux que jamais, nous sentons la noble tâche de notre vaillant petit journal et le lien qu'il forme entre tous ceux qui, jusque dans les plus petits coins perdus, luttent et gardent une foi ardente en une ère nouvelle où tous les hommes seront dans le travail et la fraternité universels.

Camarades suisses, faites tous vos efforts pour soutenir le REVEIL.

CONVOCATION

Les réunions du groupe du « Réveil » ont lieu chaque vendredi, à 8 h. 1/2 du soir, à l'ancienne Maison du Peuple, rue Dubois-Melly.

Prière à tous les camarades d'y assister.

VIENT DE PARAITRE :

La Marseillaise

Reproduction en couleurs du chef-d'œuvre de Gustave Doré, imprimé sur papier de luxe, format 50 × 35 cm. En vente au prix de 60 cent. l'exemplaire ; les vingt exemplaires 10 francs contre remboursement.

Impr. des U. O., Genève.